

COMMUNIQUE DE PRESSE

A Paris, le 11 juin 2026

L'extrême-droite coupe les subventions du Planning familial : une alerte démocratique majeure !

Suite aux coupes de subventions par le maire Rassemblement national de Carpentras, Le Planning familial dénonce la multiplication des attaques politiques contre ses associations et rappelle que la liberté associative inclut le droit de défendre un projet de société.

Le maire RN de Carpentras assume avoir coupé les subventions du Planning familial en raison des valeurs que nous défendons.

Depuis 70 ans, le Planning familial agit sur tout le territoire pour l'accès effectif aux droits sexuels et reproductifs, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les violences, les discriminations et toutes les formes d'exclusion. **Nous assumons pleinement de porter ce projet féministe et émancipateur.**

Nous le rappelons : l'extrême droite n'est pas du côté des droits des femmes et des personnes minorisées. **Partout où l'extrême droite exerce des responsabilités, nous observons la même logique : fragiliser les contre-pouvoirs, cibler les associations de défense des droits, remettre en cause les politiques d'égalité et discréditer celles-eux qui portent une parole critique.** Pourtant, les associations féministes sont de véritables remparts démocratiques face aux dérives conservatrices et aux offensives anti droits. Elles constituent un contre-pouvoir indispensable pour obtenir des avancées sociétales majeures.

La coupe budgétaire initiée par le maire RN de Carpentras est un choix politique. Il s'inscrit dans un contexte inquiétant d'augmentation des attaques contre les actions du Planning que l'on constate depuis des mois : baisses de subventions de la présidente du Pays de la Loire, fermeture de centres de santé sexuelle par le Conseil départemental de la Drôme, attaques de nos locaux (Strasbourg dernièrement), discours transphobe à l'encontre des communications et des actions du Planning défendant les droits des personnes LGBTQI+ etc. **Ces attaques sont l'expression des mouvements conservateurs anti droits très bien organisés et financés, et sont révélatrices d'une idéologie conservatrice et LGBTphobe.**

De plus, le Planning familial dénonce avec la plus grande fermeté les attaques croissantes visant à conditionner ses financements publics à leur supposée "neutralité". **Le Planning familial n'est pas un service de l'Etat. Le Planning est une association donc n'est pas tenu à une obligation de neutralité.** Les associations ont le droit de prendre des positions politiques. La liberté d'association et la liberté d'expression sont des principes fondamentaux garants de notre démocratie.

Le Planning familial continuera à se battre pour garantir un accueil inconditionnel, défendre l'accès aux droits, l'égalité et l'émancipation de tous·tes.

Nous appelons les responsables politiques, élu-es à défendre les associations féministes, à se battre pour que - partout sur le territoire hexagonal et dans les DROM - les associations puissent continuer d'agir auprès de tous·tes grâce aux subventions publiques et puissent continuer à porter un projet progressiste, librement.

CONTACTS PRESSE

Sarah Durocher - sarah.durocher@planning-familial.org

Albane Gaillot - albane.gaillot@planning-familial.org